

Conferència Cercle d'Economia
La Unió Europea a l'inici del nou mil·lenni: i Andorra?
25/10/00

Sr. Bitterlich
Ambaixador de la República Federal Alemanya a Andorra

Madame le Président, monsieur le Ministre, chers collègues, madames et messieurs. Lorsque dit ma ? Notre consul honoraire ici en Andorre, a discuté pour la première fois avec moi sur cette idée de rencontrer un public plus large, plus grand ici, et de discuter avec vous sur l'Europe et aussi un petit peu sur la place de l'Andorre en Europe, je dois avouer j'ai hésité un peu .Et c'est suite à une longue discussion avec le ministre des relations extérieures Mr. Pintat, que j'ai accepté avec beaucoup de volonté cette idée. Mes premiers contacts avec le Sud-Ouest de l'Europe datent maintenant d'à peu près vingt-trois ans, lorsque j'étais jeune diplomate, lorsque mon ministère m'a envoyé à Madrid pour approfondir mes connaissances de la langue espagnole. Soixante dix-sept, période de la Transition en Espagne, période fascinante, et je suis resté par la suite un observateur engagé et permanent de cette région de l'Europe, mais évidemment toujours de l'extérieur.

J'ai passé quelques moments durant l'année toujours à Madrid ou ailleurs en Espagne, mais c'est tout à fait différent de rentrer dans la région et de vivre dans la région et combien l'Espagne, combien l'Andorre ont-elles changé depuis ce temps-là. L'Espagne c'est transformé en un état démocratique, l'Espagne est devenue membre de l'OTAN et de l'Union Européenne et on parle au Nord des Pyrénées et au Nord des Alpes, avec une certaine raison du miracle économique et politique au Sud-Ouest de l'Europe.

L'Andorre, en dix neuf-cent soixante dix-sept, encore une société relativement fermée certains diront avec des éléments féodaux et située dans une opinion publique européenne entre l'exotisme et l'oubli. L'Andorre était, à l'époque, l'objet d'une différence régulière entre les deux coprinces et j'ai été témoin lors des négociations d'adhésion de l'Espagne dans les années quatre-vingt. Mais les andorrans avaient toujours su s'arranger quelques amis me disent, quelquefois sur le dos des coprinces, qu'ils ont su survivre entre les deux grands voisins, entre la France et l'Espagne. Depuis lors l'Andorre est devenue un État souverain membre de l'ONU, membre du Conseil de L'Europe, de l'OSCE, et lorsqu'on voit ces dernières années, il faut s'étonner quand-même devant cette accélération, devant ce développement pendant une seule génération et cette année, je l'ai expliqué aujourd'hui avec une certaine admiration au ministre : 1,2 millions de visiteurs au stand de l'Andorre à l'expo à Hanovre.

Également dans mon pays en Allemagne, depuis lors beaucoup de choses ont changé profondément: le 3 octobre dernier, nous avons fêté les dix ans de l'unité allemande. Il y a dix ans c'était presque un événement inattendu, une perspective abandonnée par la majorité de mes compatriotes évidemment un moment de bonheur et de joie et aujourd'hui dix ans après évidemment l'occasion pour jeter un regard, en arrière sur l'acquis, en avant sur les défis toujours devant nous. Certes, il est vrai nous avons fait des erreurs au départ, sous-estimé la situation réelle dans les nouveaux « landes », nous avons du apprendre que l'unité interne demandera plus de temps et plus d'efforts que beaucoup d'entre nous avons prévu, vu l'image des allemands étonnants, ce jugement, je pense que non, parce qu'il faut avoir ne tête qu'à l'Est de l'Allemagne les gens avaient vécu deux générations sous un régime communiste, sous un régime de pointe communiste .De plus avant, sans transition sans rien, 12 ans de troisième Reich et on ne peut comprendre la situation et le développement à l'Est lorsqu'on pense que les dernières élections libres ont eu lieu, par exemple à Dresde ont été en 1932. À l'époque, il fallait avoir vingt et un ans pour pouvoir voter. La dernière élection libre par la suite a été en 1990 donc un homme devait avoir soixante dix-neuf ans pour voter de manière libre pour la seconde fois durant sa vie. Je pense montrer d'où l'est de l'Allemagne est venu et je pense qu'on aura besoin pour surmonter mentalement cette division de l'Allemagne qu'il faudra au moins une génération, mais dans l'ensemble jusqu' à aujourd'hui le bilan est positif.

Dès le départ, notre conception politique était de mettre en exergue le contexte étroit et inséparable entre la réunification de l'Allemagne et le processus de la l'unification de la Déclaration de l'Europe : ça veut dire, d'une part, l'importance de réaliser l'unité non seulement avec l'accord et le soutien de nos voisins, des partenaires et des alliés, mais aussi d'atteindre des progrès réels dans le processus de l'unification de l'Europe, c'était à l'époque la voie vers Maastricht. Et d'autre part cette unité allemande nous a ouvert le chemin pour inclure dans la construction de l'Europe, des pays du centre et de l'Est de l'Europe qui jusqu' à présent étaient restés à l'écart. L'Europe se trouve donc aujourd'hui de nouveau devant le « tandem » éternel de la construction européenne depuis toujours, entre l'élargissement et en même temps, l'approfondissement. Vu la taille de l'envergure cette fois –ci, ce sont deux tâches d'une dimension historique : d'une part élargir l'union européenne de 15 états membres à 27 ou 30 sinon plus, et d'autre part adapter à l'intérieur les institutions et les procédures pour préparer l'union à cet élargissement. La bonne séquence de tous ces événements devant nous, l'histoire de l'Europe a vu plusieurs approches et lorsqu'on regarde la logique politique évidemment on penserait peut-être, on pourrait aller d'abord vers l'élargissement et ensuite vers l'approfondissement. Nous avons eu des moments différents, nous avons eu des logiques toujours différentes. Cette fois-ci nous pensons qu'il vaut mieux d'abord d'introduire les réformes institutionnelles nécessaires pour rendre l' UE capable d'accueillir de nouveaux membres étant donné que les structures et les mécanismes étaient devenus trop lourds et trop difficiles. Ensuite l'élargissement qui se prépare déjà depuis quelques années, tout cela se déroule devant une scène mondiale autour de nous changeant de plus en plus rapidement et devant l'arrière plan du processus de globalisation consciente qui nous saisit tous et qui nous a dépassé déjà lorsqu'on s'occupait en Europe du marché intérieur ou bien de l'unité allemande, ou bien des conséquences de la fin du communisme dans les pays de l'Est de l'Europe.

.....

Nous allons donc vers, d'une part un élargissement, d'autre part un approfondissement. Qu'est-ce que ça veut dire l'Europe ? L'élargissement vers où et comment ? Il y a treize pays différents devant la porte : du Centre, de l'Est de l'Europe, du Sud Est et du Sud. La Slovénie, la Hongrie, la République Tchèque, la République Slovaque, la Pologne et la Bulgarie, la Roumanie, les trois pays Baltes, Malte, Chypre et la Turquie. Il y a certains pays en suspense, c'est d'une part le reste du Balkan ou le reste des Balkans, la Croatie, la Bosnie, la Serbie, la Macédoine et l'Albanie, régions extrêmement difficiles. Il y a je dirais quatre pour lesquelles je cherche, un dénominateur commun : ce sont trois qui sont liées à l'Europe par l'espace économique européen : la Suisse, le Liechtenstein et la Norvège, la Norvège ayant derrière elle l'expérience de plusieurs référents ? Vis-à-vis de l'Europe et l'Andorre, la principauté, liée par un accord de coopération de 98 qui n'est toujours pas en vigueur et liée au futur de la construction européenne à partir de 2002 par, je pense, un lien extrêmement fort à l'Euro, et mesdames et messieurs, je n'ai pas mentionné deux pays, je n'ai pas mentionné du tout deux pays européens : la Russie et l'Ukraine. Donc l'élargissement est si vous voulez un défi historique qu'on n'a jamais eu jusqu'à maintenant et afin de préparer cet élargissement il faut préparer les institutions européennes à ce nouveau pas de la construction de l'Europe, de l'unification de l'Europe dans son sens propre. Nous avons d'une part une conférence intergouvernementale entre les états membres en route, on parle quelle sera la bonne taille de la commission de Bruxelles au futur ? Est-ce qu'on peut laisser deux commissaires aux grands, un commissaire à chaque petit pays, petit état membre, ou es-ce qu'il faut introduire un système tout à fait différent, Jacques Chirac, un de vos coprinces, a proposé il y a trois ans déjà dix commissaires au maximum ou onze. Moi je trouve l'idée dédaignant, si Jacques Chirac avait dit dix commissaires plus dix secrétaires d'Etat pour les aider-aussi politiques- d'autres idées sont discutées. Quel est le poids nécessaire des différents états lors des débats et lors des votes au sein du conseil pour que la paix de la pondération des votes...jusqu'à maintenant comme dans un système fédéral style allemand il y a entre deux et dix. Comment faut-il articuler ce système dans le futur étant donné que les petits états membre prennent de plus en plus de poids vis-à-vis des grands et, je pense lorsqu'on aura atteint autour des 25 états membres la majorité sera toujours atteinte par une minorité de la population européenne. D'où les risques et les débats que nous avons.

Troisièmement, il y a un sujet que les européens débattent depuis toujours, Qu'est ce que doit être le système de vote en règle au conseil d'unanimité ou bien, le vote à la majorité qualifiée ou même le vote à la majorité simple. Evidemment, un grand débat, il s'agit en tous ses sujets toujours de deux phénomènes : d' une part la recherche d'une efficacité plus grande,

et d'autre part, c'est une question de pouvoir : pouvoir des états, pouvoir des grands, pouvoir des petits, il faut trouver la bonne expression.

En même temps, il y a des tendances pour rendre cette Union Européenne plus flexible plus efficace aussi par d'autres mesures. Nous avons vu les systèmes flexibles style Schengen où il n'y a pas eu la participation de tous les états membres au départ, nous voyons le même système dans le cadre de l'Euro d'où l'idée d'institutionnaliser cette idée parce que lorsqu'on va vers une union européenne de 30 ou de plus il faut trouver des systèmes flexibles dans lesquels on puisse travailler. En même temps mesdames messieurs s'ouvre un nouveau débat, un débat ancien duquel on n'a pas parlé depuis de nombreuses années et qui se ré-ouvre sur l'orientation à long terme sur ce qu'on appelle la finalité de l'Europe. Quel est notre objectif à quoi faut-il aspirer ? Est-ce qu'il faut repenser toute cette construction européenne d'après guerre, est-ce qu'il faut continuer avec la méthode de Jean Bonnet qui était toujours objectif, ou est-ce qu'il faut radicalement changer cette méthode, vu la quantité des états membres devant nous ? Les premières idées sont sur la table, es premières tendances se dessinent.

L'Europe du futur ne consistera pas en tout cas dans des Etats-Unis d'Europe suivant la modèle des Etats Unis d'Amérique, l'Union Européenne contiendra toujours des éléments fédéraux, mais ne sera pas une fédération dans le sens allemand ou dans le sens américain .Les états nation continueront à exister mais dans un sens fédéral je crois que nous allons vers un catalogue de compétences que chaque fédération connaît .Nous avons jusqu'à maintenant un problème vu la construction européenne ;mais le style que nous avons pris à partir de compétences et si l'idée est qu'on n'en trouve pas, nous allons vite en trouver une on va en construire une, on a élargi le champ d'application des traités de l'Union Européenne et en réalité aujourd'hui à peu près 80 % de toute action étatique dépend de Bruxelles et on a pu observé un vieux principe étatique que la subsidiarité ou bien la concentration nécessaire. L'Etat ou Bruxelles ont oublié de se concentrer sur ce qui était nécessaire à son échelle et de laisser aux états membres ce qu'on pourrait régler à leur niveau ; d'ailleurs, le même phénomène a lieu à l'intérieur des états. Un état cherche toujours à s'accaparer de plus de pouvoir, d'ailleurs au sein de l'entreprise privée les mêmes phénomènes sont visibles ou possibles. En tout cas nous allons vers une Europe qui va essayer d'être plus efficace, plus flexible, plus concentrée sur les domaines clé : le marché intérieur, l'union économique et monétaire la politique extérieure et la sécurité commune, et la politique intérieure et de justice, à savoir l'immigration, police, juridiction. En tout cas une chose et claire : cette Europe sera moins unitariste qu'elle a été jusqu'à maintenant.

Evidemment elle se trouve dans les années à venir dans sa phase la plus délicate depuis ses débuts, mais il faut surtout dans ces années à venir surtout une bonne boussole, peut-être même de se qu'on veut à terme avec l'aide cette construction européenne. Quelle est la signification de tout cela pour l'Andorre, pour un pays avec un territoire limité, avec un petit nombre d'habitants qui évidemment place sa propre histoire, à un pays qui par son histoire est lié à deux partenaires et voisins européens de taille :la France et l'Espagne. Et ce n'est pas un étranger surtout à un allemand de donner des conseils à cet égard ;cet étranger peut uniquement parler à partir de son expérience comme citoyen d'une petite région de l'Allemagne qui a changé de propriétaire pour ainsi dire beaucoup de fois durant l'histoire entre la France et l'Allemagne, qui peut dire de lui qu'il est né sous occupation française, mais qui a trouvé par la suite une femme française qui a fait une partie de ses études en France et qui sait juger aujourd'hui les sensibilités de part et d'autre mais en tout cas c'est à l'Andorre de décider sur son futur et sur sa place en Europe. Il est vrai en même temps il faut voir d'autres pays à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE et lorsque j'essaie d'analyser et de décrire la situation européenne pour un petit pays, je prends toujours l'exemple du Luxembourg : c'est mon pays et ma région voisins, le Luxembourg jusqu'à présent avec ses 300 000 habitants est l'état membre le plus petit de l' UE mais qui a un poids et une influence qui dépasse de loin sa taille. Lorsque j'observe le rôle permanent du Luxembourg dans la construction européenne, on peut voir ce que signifie qu'un pays ait trouvé sa place à l'intérieur de l'Europe, à l'intérieur de l'UE et a trouvé le forum pour s'exprimer, un forum pour trouver des alliés, pour donner son point de vue, pour défendre sa place, sa situation et son futur et ce Luxembourg défend jusqu'à aujourd'hui par exemple son régime linguistique...Au Luxembourg il est tout à fait normal que les enfants apprennent à l'école primaire leur langue :ce patois régional et en même temps ils apprennent le français et l'allemand, c'est tout à fait normal pour eux, c'est à dire qu'ils garde leur spécificité et leur identité culturelle au sein de l'Europe. Si vous voulez, lorsque vous prenez la situation de nos voisins, La Sarre, ma région natale et la Lorraine, la région natale de ma femme, les doux

sont des régions frontalières qui coopèrent au delà des frontières .Le Luxembourg est un état qui coopère avec ses deux régions dans une coopération régionale mais chacun garde son identité et ses spécificités, son futur, son point de vue spécifique.

L'Allemagne est ma patrie et le tout c'est l'Europe, ça c'est au fond cette idée de l'Europe qui va faire son chemin et c'est à l'intérieur de cette grande Europe dans sa relation vis-à-vis de l'Europe que l'Andorre va et doit trouver sa place. Ce n'est pas à un étranger de juger quelle est meilleure approche, quelle est la meilleure idée, quel est le meilleur détail mais je pense que l'Andorre, vue son ouverture vis-à-vis de l'Espagne, vis –à vis de la Catalogne va trouver cette place définitive au sein de l'Europe où beaucoup changent...il faut faire une analyse un peu brutale, il faut définir ses intérêts, regarder les avantages, les inconvénients, regarder aussi la perception à l'étranger, justifier toujours ou non qu'elle compte, et à partir de là définir sa place .

En tout cas une chose est claire pour moi, si l'Andorre restera en dehors de l'UE ou si un jour elle cherchera davantage à s'arrimer à cette construction européenne, elle ne perdra pas son identité, l'Andorre restera ce petit pays qui attire beaucoup de monde entre l'Espagne et la France, donc, au milieu de l'Europe, merci beaucoup.